La Commune

Le cul-de-sac

Chronique d'une fin de Régime

Malgré les tentatives des uns et des autres pour en minimiser l'ampleur réelle, l'affaire Clearstream n'en finit pas de dégorger. Peu à peu, les institutions et le pouvoir sont inexorablement gagnés par la gangrène. " *Vivement qu'on tourne la page* ", titrait récemment le quotidien Le Parisien, se projetant hardiment en 2007, à la date prévue des élections présidentielles qui se préparent fébrilement et , c'est le moins que l'on puisse en dire, dans la plus grande confusion, aussi bien à droite qu'à gauche.

Vivement qu'on tourne la page ? Roland Cayrol, directeur de l'institut de sondage CSA, n'en est pas sûr. À un journaliste qui lui demande : " *La crise actuelle peut-elle être comparée à celle de 58, c'est-à-dire la fin de la IVe République ?* ", il répond : " *Elle est sans précédent. C'est la plus grave jamais connue par la démocratie représentative. On n'a pas devant nous la possibilité d'un changement de système. Ou, comme en 58, d'un homme providentiel* ". Sur la question de savoir s'il serait judicieux d'avancer les élections, Cayrol répond : " *C'est terrible de savoir qu'on a un pouvoir exsangue et que l'année à venir ne servira à rien. En même temps l'image de celui qui change les règles dans la dernière ligne droite est épouvantable* ". Au fond, ce n'est pas une question d'image mais un réel dilemme pour tous les tenants de l'ordre établi. Garder un gouvernement qui est dans l'incapacité de gouverner pendant un an ou anticiper des élections alors qu'il n'y a pas de " sauveur " ni de " Régime de secours " ?

Les média désignent leurs candidats

Toujours est-il que, sans attendre, les média ont désigné " leur " candidat du PS et " leur " candidat UMP. Ségolène Royal contre Nicolas Sarkozy. Les média, on le sait, sont les porte-voix des cercles dirigeants du capital financier. Voilà pourquoi ils pensent être fondés à déterminer quel " bonnet blanc " se présentera contre quel " blanc bonnet " à la finale. Mais la pression médiatique ne marche pas toujours. C'est ainsi qu'en octobre 1994, les média avaient décrété que Jacques Delors serait candidat contre Chirac ou Balladur. Les sondages le donnaient alors gagnant dans tous les cas de figure. Jacques Delors présentait bien. Ancien ministre de la Rigueur de Mitterrand en 1982-83, ancien président de la commission de Bruxelles, il avait le " profil " du poste à pourvoir. Pourtant, le 11 décembre 1994, il devait annoncer avec une pointe d'amertume qu'il ne serait pas candidat. Notons à la marge que le Delorisme allait ensuite servir de matrice au Blairisme dont Ségolène Royal s'est faite l'émule.

Le socialisme bourgeois des salons

Ségolène Royal ne présente pas mal non plus. Outre ses escarpins, elle est fille de colonel d'artillerie, énarque, très tôt embauchée au Palais de l'Élysée pour le compte de Mitterrand, elle sera ministre à deux reprises sous Jospin. Elle incarne le socialisme bourgeois des salons, expurgé de toute référence même lointaine au mouvement ouvrier. Cette blairiste à la française s'était déjà illustrée il y a un peu plus d'un an en stigmatisant les agents d'escale de l'aéroport d'Orly en grève, en parlant d'une " *explosion sauvage d'un mouvement de grève qui n'est pas bon pour le service public et pour les usagers* ". Nous ne sommes donc pas surpris lorsque cette aventurière sans aventure, épaulée par Julien Dray, s'approprie le discours de l'UMP sur la " sécurité " et propose l'encadrement militaire des mineurs délinquants, la mise sous tutelle des allocations familiales des familles concernées. Ces mesures dignes des Régimes totalitaires n'empêcheraient évidemment pas la délinquance de se perpétuer. Mais, plus concrètement, le discours de Madame Royal sur la " sécurité " est gros d'une attaque contre la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Notons simplement que le PS ne peut pas, à cette étape, assumer le programme que Ségolène Royal veut lui faire porter. Cela conduirait à le couper encore davantage de la base sociale sur laquelle il est adossé et dont il a besoin pour garder ses municipalités, ses départements, ses régions, ses postes de sénateurs, de députés. D'où les réactions en chaîne parmi les chefs du PS contre les déclarations à effet de bombes de Ségolène Royal. Ils sont encore échaudés par la victoire du non, qui leur a rappelé à quel point le PS, à l'instar de tous les partis institutionnels, était en porte-à-faux avec les besoins les plus immédiats de la population et ses préoccupations les plus urgentes. Bien évidemment, le jeu des ambitions personnelles fait le reste.

Les soucis du poulain de DSK

On ne peut manquer de sourire quand J.-C. Cambadélis, l'ancien poulain de Lambert devenu poulain de DSK, se cabre contre Ségolène Royal et ses déclarations, en fustigeant " *la militarisation de la sécurité* ". Rappelons le pedigree de cet animal politique : condamné à 5 mois de prison avec sursis en 2000 pour avoir tenu un emploi fictif dans un organisme dirigé par un dirigeant du ... FN (l'argent n'a décidément pas d'odeur), il vient d'être à nouveau condamné à 6 mois de prison pour avoir tenu un emploi fictif de la MNEF et détourné l'argent des étudiants. C'est dire que Ségolène Royal a, pour l'heure, maille à partir avec un " majeur délinquant " ! Au delà de ces considérations, le problème reste entier pour le PS : en dehors de Ségolène Royal, aucun candidat crédible ne se dégage du lot des présidentiables. Ni à droite ni à gauche, il n'y a d'homme providentiel, de personnage politique à même de devenir la clef de voûte de ce Régime moribond. La politique française est dans un cul-de-sac.

Il pleut des mises en examen

Pendant ce temps-là, l'affaire Clearstream continue. Les mises en examens pleuvent : J.-L. Gergorin, puis Imad Lahoud, dont

l'épouse est la numéro 3 du cabinet de Douste-Blazy, ministre des Affaires étrangères. Ce scandale aura incubé pendant quinze ans. Son contexte initial, c'est la lutte sans merci, concurrence libre et non faussée oblige, que se livrent Alain Gomez, PDG de Thomson, et Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe Matra décédé en 2003. l'enjeu de cette lutte acharnée est la conquête de contrats d'armements, notamment les fameuses " frégates de Taïwan ". Des commissions occultes ont été versées aux Chinois puis reversées aux Français qui avaient acheté les Chinois. On appelle cela des rétrocommissions. En 2000, le juge Van Ruymbeke enquête pour savoir qui, hommes politiques ou hommes d'affaires, a empoché les 600 millions d'euros de rétrocommissions. Cet argent aurait transité par la banque d'affaire luxembourgeoise Clearstream. Comme dans la plus mauvaise série B d'espionnage, la piste est jonchée de cadavres, dont celui d'un enquêteur qui est tombé malencontreusement d'une fenêtre. Inutile de se perdre plus longtemps dans le dédale de cette affaire. Retenons simplement que J.-L. Gergorin, mis en examen, grand dépressif, était très lié à Villepin et qu'Imad Lahoud a été pistonné par Gergorin à la DGSE. Maintenant, le Franco-libanais est clairement accusé d'avoir fabriqué de faux documents de la société luxembourgeoise Clearstream afin de compromettre plusieurs personnalités, dont Nicolas Sarkozy, documents remis à la justice au printemps 2004. En fait, cette ténébreuse affaire, encore non élucidée, en fait remonter bien d'autres à la surface. Elle n'en finit pas de dégorger, mettant en relief les relations glauques entre hommes d'affaires, hommes d'État et aventuriers plus ou moins mythomanes qui semblent surgir tout droit de la " société du 10 décembre " de Napoléon III, qui mettait la lie de la société au service de " l'Empire ". Des spectres ressurgissent : le beau-père d'Imad Lahoud est un ancien directeur de Cabinet de Chirac qui a fait un stage en prison à la suite d'une faillite frauduleuse. Imad Lahoud raconte à qui veut le croire qu'il a été conseiller financier de Ben Laden. Le frère d'Imad Lahoud est le chef de la division missile d'EADS, résultat de la fusion Matra-Aérospatiale-Data-Casa. Et Gergorin, ancien dirigeant d'EADS, croit que J.-L. Lagardère a été tué par la mafia russe. Voilà un aperçu de ce qu'est l'entourage de Chirac et Villepin et de l'atmosphère toxique de complot sans fin qui émane de cette affaire. Une affaire qui pourrit la vie du gouvernement, ce qui n'empêche pas Chirac d'amnistier l'ex-ministre et ex-sportif Guy Drut, condamné dans l'affaire des marchés publics d'Île-de-France. Même Debré, qui était l'un des derniers fidèles de Chirac, s'est désolidarisé de ce service que le chef de l'État a rendu à un " ami ". Un chef de l'État isolé et marginalisé dans son propre camp qui ne le reconnaît plus comme son leader.

Modifié le lundi 19 juin 2006

Voir aussi dans la catégorie Chroniques d'une chute de Régime

« Bonjour Jean-Luc, c’est Arnaud Montebourg »

C’est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Un campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »

De l’état d’urgence sanitaire à l’État policier

État d’urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l’unique ordonnance que Macron et son... »

2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »

Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de... »

Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »

Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffre avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »